



## Déclaration du 12 janvier 2013 de la Ligue Panafricaine - UMOJA (LP-U) relative à la crise en République Démocratique du Congo (RDC)

Les années se suivent et se ressemblent en République Démocratique du Congo (RDC), aux guerres succèdent les guerres, aux atrocités les atrocités, aux indignations les indignations, aux sommets et rencontres de (ré)conciliation succèdent d'autres sommets et rencontres de (ré)conciliation : un scandale. La région des Grands Lacs et ses populations qui souffrent toujours plus font régulièrement l'objet de coupures de presse dans le monde entier.

### **Rappel des derniers développements de la crise en RDC**

En novembre 2012, le scandale continue, et s'est encore invité dans l'actualité avec la démonstration de force des rebelles du M23 dans le Kivu, démonstration qui a vu notamment les forces du M23 mettre en déroute les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et prendre la ville de Goma le 23 novembre 2012 avant de la libérer une semaine plus tard, sous la pression de la « communauté internationale ». Des discussions engagées tournent autour des mêmes acteurs depuis plus d'une décennie : le Rwanda et l'Ouganda ainsi que l'ONU. Le M23 a réitéré sa demande de respect des accords passés avec le gouvernement congolais le 23 mars 2009 afin de cesser la rébellion. Les sinistrés des combats du Kivu n'y comprennent rien, ni les termes des fameux accords de 2009, ni l'incapacité de leur gouvernement légal à mettre fin à leur longue souffrance.

Objectivement le rôle de toutes les parties engagées dans la résolution du conflit est contestable, tant l'ONU, que le Rwanda, l'Ouganda ou aussi la République Démocratique du Congo elle-même. L'insincérité, la duplicité et l'hypocrisie des puissances occidentales et orientales sous le couvert de la « communauté internationale » d'un côté, et de l'autre, l'absence de patriotisme des autorités congolaises, le machiavélisme des autorités rwandaises, de l'Ouganda et des autres pays de la sous-région, au lieu de privilégier les droits du peuple congolais depuis longtemps violés, ont conduit à de trop nombreuses pertes en vies humaines, avec en arrière-plan le contrôle des minerais du Kivu.

### **Le marionnettisme des dirigeants africains**

Au service des puissances et multinationales occidentales et motivés par l'appât du gain, le Rwanda et l'Ouganda sont en première ligne dans la déstabilisation de la région, formant et soutenant, des milices locales. L'embargo onusien sur les armes n'a au final « d'embargo » que le nom vu que les milices semant le trouble ont en leur possession un matériel militaire qui n'a rien à envier à celui des forces armées de la RDC. Le partage, le vol, le pillage des ressources des provinces en proie aux guerres sont des prétextes cachés pour justifier un tel soutien.

La raison est connue de tous, et avant tout de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo (MONUSCO) qui depuis plus de dix ans brille par ses budgets et coûts successifs exorbitants, mais surtout par une absence flagrante de résultats probants au point même de parfois susciter interrogations et colères d'élus congolais et du peuple, et tout cela sans parler des scandales sexuels et des accusations (à tort ou à raison) de contrebande de minerais. Alors que la MONUSCO se donnait le rôle de protéger Goma de l'avancée rebelle, la rébellion du M23 n'a eu au final que besoin de quelques heures pour se défaire du contingent armé présent dans la ville et s'emparer de leurs armes de guerre.

### **Fausse solutions, mauvais remèdes et véritables intentions des maîtres**

Force est de constater que comme dans la plupart des conflits sévissant dans le monde, l'efficacité de l'action de l'ONU est conditionnée par les intérêts des grandes puissances auxquelles elle est soumise. Dix ans de présence dans la région des Grands Lacs et dix ans d'atrocités et de centaines de milliers de morts qui signifient bien entendu l'échec de la « communauté internationale » dans le règlement du conflit.

Pour autant que les remèdes déjà proposés et essayés n'aient pas eu grand effet, cette même « communauté internationale » est toujours aussi prompt à en proposer de nouveaux, au détriment de la RDC ! On assiste désormais à une lente émergence de courants prônant la partition de la RDC. Cruel destin pour ces Africains qui quelque cent vingt ans auparavant avaient déjà vu leurs terres redessinées par des mains étrangères. L'histoire semble vouloir se répéter. On se souviendra en effet de Walter Kansteiner, fils d'un grand marchand de coltan basé à Chicago, alors Secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines à la Maison Blanche et ancien membre du « Department of Defense Task Force On Strategic Minerals ». À l'occasion d'un discours prononcé au « Forum for International Policy » (Forum pour la politique étrangère) en octobre 1996, Kansteiner avait plaidé pour la partition du Zaïre (actuelle RDC) en plusieurs petits États sur la base d'un lignage ethnique (il proposera le nombre de 20).

Nicolas Sarkozy en 2009, alors qu'il présidait encore la France abonda dans le même sens en évoquant l'idée d'un « partage de richesses » entre la RDC et le Rwanda. Récemment un article d'un certain J. Peter Pham paru dans le New York Times a appelé à une partition de la RDC sous la supervision de la « communauté internationale ». L'émiettement de la RDC comme de notre continent est un sujet récurrent dans les agendas occidentaux.

### **Cas d'école de l'échec d'une certaine vision de la décolonisation**

Très souvent l'on oublie qu'en RDC comme dans la plupart des pays africains, la tragédie qui y sévit tire sa source directement d'une certaine vision de la décolonisation.

En 1960, un courant nationaliste et panafricaniste conduit par Lumumba fut liquidé dans une vague de violence sans précédent. Une élite nationale s'est employée à empêcher durant 30 ans la résurgence de ce courant nationaliste en complicité avec les maîtres occidentaux et à promouvoir un modèle de développement illusoire sous le contrôle occidental. L'ironie de l'histoire est que ceux qui, hier ont liquidé les nationalistes patriotes et panafricanistes, se

révèlent aujourd'hui nationalistes xénophobes vis-à-vis des voisins africains, lesquels voisins sont soutenus par les mêmes maîtres.

Cinquante (50) ans plus tard, à l'heure des bilans, leur échec est patent : armée patriotique inexistante, pauvreté accrue, économie toujours extravertie, tutelle de fait sur une partie importante du territoire ...

### **Appel de la Ligue Panafricaine – UMOJA aux Panafricanistes**

En résumé donc, pour la Ligue Panafricaine – UMOJA, aucune des actions sporadiques menées ici et là, ne permettra de régler durablement la crise en RDC, comme dans la plupart des théâtres de conflit en Afrique. La résorption de la guerre en RDC passe nécessairement par la remise en cause courageuse de la viabilité des États africains actuels par des élites politiques. Car en ce XXI<sup>ème</sup> siècle, aucun État africain, quelle que soit sa taille, ne peut assurer à lui tout seul sa sécurité tant militaire, économique, culturelle que politique.

Sous nos yeux, les nations européennes, pourtant individuellement déjà puissantes et pour la plupart membres de l'OTAN, s'évertuent depuis cinquante (50) ans à créer une fédération politique plus puissante économiquement et militairement. Face aux États-Unis d'Amérique, aux États-continentaux comme l'Inde ou la Chine, à la Russie que valent des États incapables d'assurer le métabolisme de base quotidien des citoyens pour prétendre à une défense militaire moderne et sophistiquée ?

L'élite africaine doit se faire violence pour se débarrasser des complexes du micro-nationalisme d'apparat qui ne protège les populations d'aucun fléau, ni sanitaire, ni économique, ni militaire. Le destin de l'Afrique est fédéral ou il ne sera pas.

Pour en finir avec cinquante (50) ans de renoncement de l'OUA hier et de l'UA aujourd'hui, la Ligue Panafricaine – UMOJA en appelle aux Panafricanistes de RDC, du Rwanda, du Mali, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, de toutes les zones en conflit, et bien entendu, de tout le continent africain, à s'organiser en forces politiques démocratiques pour investir le champ politique afin de concourir à la direction des États.

Cinquante (50) ans après les indépendances nominales, ces paroles de Barthélémy Boganda doivent nous inspirer tous :

*« Notre race a été réduite en servitude quatre siècles durant. Nos pères ont été conduits par les marchands d'esclaves, la chaîne au cou, vers l'Océan et la Mer Rouge, vendus comme du bétail en Arabie et au Brésil.*

*« La division, le tribalisme et l'égoïsme ont fait notre faiblesse dans le passé. La division, le tribalisme et l'égoïsme feront notre malheur dans l'avenir.*

*« L'Union fait la force. L'indépendance dans l'isolement est une dangereuse illusion. Notre unité sera la condition sine qua non de notre indépendance.*

*« Voilà pourquoi les partisans de l'indépendance sont aussi les partisans de l'unité de l'Afrique centrale.*

*« La création de plusieurs États aéliens\* est un suicide »*

La Ligue Panafricaine – UMOJA, se tient à la disposition de la famille panafricaniste afin d'accélérer le processus irréversible de la libération définitive de notre continent.

Fait à Paris, le 12 janvier 2013

Le Bureau Exécutif de la Ligue Panafricaine - UMOJA

\* aéfiens : adjectifs venant du sigle A.E.F. (Afrique Équatoriale Française)